Mars 2022

CAFTA ACCA
Canadian Agri-Food Trade Alliance | Alliance canadienne du commerce agroalimentaire

Perspectives commerciales de l'ACCA

L'ACCA est le porte-parole des exportateurs agroalimentaires du Canada

---

La guerre en Ukraine et les répercussions sur les marchés agroalimentaires mondiaux

Vers la fin février, la Russie a commencé à envahir l'Ukraine, générant une guerre en Europe de l'Est et à En plus des souffrances et de la crise humanitaire engendrées, le conflit porte un autre coup à l'économie mondiale et aura un impact sur la croissance. En particulier, la volatilité du marché inquiète beaucoup de la façon dont la hausse des prix des matières premières affectera ceux à l'intérieur et à l'extérieur de la région et aura des répercussions sur les chaînes d'approvisionnement mondiales. Comme on le sait, l'Ukraine est un important producteur et exportateur de certains produits agricoles clés, notamment le blé, le maïs, l'orge, le seigle, les pommes de terre, les engrais et la terre noire.
De nombreux experts s'attendent par ailleurs à ce que l'impact de cette guerre se poursuive avec une hausse des prix de l'énergie et des aliments, entre autres diverses perturbations.

L'impact de la guerre sur le système commercial multilatéral est déjà important. Selon les Nations Unies, plus de 2 millions de réfugiés ukrainiens ont fui le pays. Entre-temps, les pays du G7 ont imposé une série de sanctions en vue de paralyser le système financier en Russie. Le Canada et 13 autres membres de l'OMC ont publié un communiqué condamnant l'attaque de l'Ukraine par la Russie, qui remet en question le respect des normes internationales sur lesquelles est fondée l'OMC.

Connue depuis longtemps comme "la corbeille à pain de l'Europe", les perturbations sur le marché Ukrainien affecteront vraisemblablement sérieusement les marchés agroalimentaires mondiaux. Les craintes d'une crise en sécurité alimentaire augmentent à mesure que la guerre continue et s'étendent à l'inflation agroalimentaire à l'échelle mondiale, étant donné que l'engrais, un élément crucial de base pour l'agriculture, est devenu plus coûteux. Plusieurs rapports indiquent que le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Asie du Sud-Est pourraient connaitre des pénuries alimentaires plus sévères.

Nous continuerons à collaborer étroitement avec les représentants gouvernementaux et les responsables politiques en suivant l'évolution de la situation. En présence d'une profonde incertitude géopolitique, la résilience et la compétitivité des exportateurs agroalimentaires continueront de dépendre de leur accès aux marchés mondiaux.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie aura un lourd et durable impact sur la situation géopolitique et géoéconomique. Le renforcement des liens avec des partenaires de confiance de même que la négociation, la mise en œuvre et l'application d'accords de libre-échange doivent demeurer prioritaires.
Pour plus de détails à ce sujet, consulter les liens suivants :

- Déclaration du premier ministre
- Les ministres de l'Agriculture du G7 s'entendent pour ne pas tolérer des prix gonflés artificiellement

Réunion du conseil d'administration de l'ACCA à Ottawa

Le 3 mars dernier, les administrateurs de l'ACCA se sont rencontrés pour discuter de la montée du « protectionnisme alimentaire » dans le monde, le lancement des pourparlers d'accords de libre-échange (ALE) pour le Canada et de l'importance d'un dialogue avec les négociateurs commerciaux, les fonctionnaires, les parlementaires sur la Colline, entre autres. Le conseil d'administration s'est réjoui d'avoir accueilli Arif Virani, secrétaire parlementaire de la ministre du Commerce international, ainsi que Chris Forbes, sous-ministre à Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC).

Suivi sur le commerce

Le Canada et des partenaires retirent l'accès à la clause de la nation la plus favorisée à la Russie et le Bélarus

Dans le cadre des sanctions imposées à la Russie par des pays occidentaux, le Canada a retiré à la Russie et au Bélarus leur statut de nation la plus favorisée. L'UE, les États-Unis et d'autres partenaires partageant la même vision ont suivi.

La ministre Ng dépose les objectifs du Canada sur les négociations avec le Royaume-Uni

Fin 2021, la ministre Ng a déposé des avis d'intention afin d'entreprendre des négociations commerciales avec le Royaume-Uni, l'Indonésie et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). Pour rappel : les objectifs commerciaux doivent être déposés 30 jours avant le début des négociations. La ministre Ng a soumis l'intention du gouvernement fédéral à ce sujet le 16 février, ce qui signifie que la première série de négociations pourrait commencer à partir de la mi-mars. On peut consulter ici les objectifs du Canada relatifs aux négociations d'un accord de libre-échange avec le Royaume-Uni.

La ministre Ng a annoncé la reprise des pourparlers commerciaux avec l'Inde

Il y a plus de dix ans, le Canada et l'Inde avaient lancé des négociations en vue de parvenir à un accord de partenariat économique global (APEG). Au cours des années qui ont suivi, il y eut plusieurs cycles de négociations, mais les discussions ont stagné. Toutefois, au début de mars, la ministre Ng a annoncé qu'elle rencontrera son homologue le ministre Piyush Goyal afin de relancer les négociations avec l'Inde, ce qui s'inscrit dans un effort de « diversifications des échanges dans la région indopacifique pour offrir aux entreprises canadiennes davantage de possibilités d'y exporter leurs produits et services novateurs. » La revitalisation de la relation commerciale entre le Canada et l'Inde est une bonne nouvelle et nous allons suivre de près l'évolution du dossier. On peut consulter ici la plus récente déclaration de l'ACCA à ce sujet.

Début d'une première série de pourparlers entre le Canada et l'ANASE en mars

La première série de pourparlers en vue de parvenir à un accord de libre-échange entre l'ANASE et le Canada devrait commencer en mars. Dan Darling, président de l'ACCA, a déclaré : « Nous nous réjouissons que le gouvernement fédéral procède rapidement pour entamer la première série de pourparlers entre le Canada et l'ANASE. Pour nos membres, il s'agit là d'une des plus importantes opportunités en matière d'exportation auprès du marché de l'Asie-Pacifique en plein essor ». On peut consulter dans la Gazette du Canada l'exposé complet de l'ACCA soumis dans le cadre du processus de consultation.

Commerce en Union européenne : présidence de la France

L'UE poursuit la réforme de sa politique commerciale agricole et continue d'explorer divers régimes règlementaires. Les discussions sur le plan vert européen, la politique agricole commune et la politique commerciale de l'UE concernant la durabilité de la production alimentaire figurent au premier plan du programme commercial agricole de l'UE. La France profite de sa présidence de six mois au Conseil de l'Union européenne pour faire progresser les travaux sur « l'autonomie stratégique » ET, selon plusieurs experts , est dans la course pour établir des normes commerciales mondiales fondées sur des objectifs d'équité et de respect de l'environnement, comme par exemple avec le projet de la « clause miroir ».

Mise en œuvre de l'AECG en Allemagne?
En 2016, deux plaintes distinctes ont été déposées à la Cour constitutionnelle fédérale allemande, demandant à la Cour d'établir la légalité de l'AECG. La Cour constitutionnelle allemande a rejeté l'allégation selon laquelle l'application provisoire de l'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada était inconstitutionnelle. L'Allemagne et l'un des 14 États membres de l'UE qui n'ont pas encore ratifié l'AECG au sein de leur législature respective avec la Belgique, la Bulgarie, Chypre, la France, l'Allemagne, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne et la Slovénie.

Suivi sur l'OMC et les dossiers connexes

Report de la CM12 en juin 2022
À la fin de février, l'OMC a annoncé que la 12e conférence ministérielle (CM12) se tiendrait la semaine du 13 juin à Genève. La CM12 a déjà été reportée plusieurs fois en raison de la pandémie. En préparation à l'événement de juin, l'ACCA s'entretiendra directement avec les responsables canadiens au sujet des résultats souhaités pour la CM12 et de l'urgente nécessité d'obtenir des résultats ambitieux, notamment en ce qui a trait à la transparence, aux notifications, aux subventions internes, à l'accès aux marchés et aux réformes de l'OMC.

28e rapport mondial sur le commerce : Les effets des subventions
Selon le 28e Rapport du Global Trade Alert, l'un des problèmes répandus, mais encore loin d'être réglé, en matière de commerce international est celui des subventions. Le rapport examine les subventions accordées en UE, en Chine et aux États-Unis, et mentionne que plus de 18 000 différentes subventions aux entreprises et **environ 62 % des marchandises transigées mondialement font l'objet de subventions accordées par ces trois entités.** Le rapport conclut que ces subventions ont d'importants effets de distorsion des échanges à très grande échelle au sein de l'économie mondiale. Pour plus d'information, voir le Webinaire complet sur le rapport.

Le Bureau américain du représentant au commerce (USTR) publie son rapport annuel sur la conformité de la Chine aux règles de l'OMC
Le 16 février 2022, le Bureau américain du représentant au commerce (USTR) a publié son rapport annuel sur la conformité de la Chine aux règles de l'OMC et affirme que la Chine n'a pas pris de mesures pour adhérer aux principes orientés vers les marchés, sur lesquels sont basées l'OMC et ses règles. On peut lire ici le rapport complet de l'USTR.

De la Colline parlementaire

Changements à la direction du Parti conservateur
À la suite de la récente démission d'Erin O'Toole à titre de chef du Parti conservateur, Candice Bergen est devenue chef intérimaire ainsi que chef de l'opposition officielle. La course au leadership est en cours et le chef devait être choisi le 10 septembre.

Sommet national en vue de renforcer la chaîne d'approvisionnement du Canada
Les ministres Alghabra (Transport), Bibeau (Agriculture), Champagne (Industrie), Ng (Commerce), O'Regan (Travail) et Qualtrough (Emploi) ont tenu un Sommet national visant à renforcer la chaîne d'approvisionnement du Canada, le 31 janvier dernier. À la suite du Sommet, les ministres ont annoncé la tenue d'une série de séances par région et par industrie à laquelle l'ACCA va participer.
Pour en savoir davantage, cliquer ici.

Rapport du Comité permanent sur la capacité de transformation alimentaire au Canada
Le 2 février dernier, le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire a présenté son quatrième rapport intitulé « Possibilité de croissance : Renforcer la capacité de transformation alimentaire au Canada pour assurer la sécurité alimentaire et les exportations ». Le rapport mentionne que l'industrie de transformation des aliments et des boissons du Canada est le deuxième secteur manufacturier en importance du pays et représentait une activité économique de 117,8 milliards de dollars en 2019.
On peut lire le rapport en cliquant ici.

Autres lectures suggérées
OMC : la réforme du commerce des produits agricoles peut être bénéfique pour les populations, la planète et l'économie
14e Forum mondial sur l'alimentation et l'agriculture : 68 ministres de l'Agriculture ont adopté une position unanime : La sécurité alimentaire commence avec le sol.
D'anciens cadres supérieurs américains à l'OMC vont coprésider le nouveau centre commercial sur le climat | InsideTrade.com
La ministre Bibeau est nommée coprésidente de la réunion internationale des ministres de l'Agriculture
Comprendre comment sont négociés les accords de libre-échange

Suivez-nous sur Twitter : @CAFTA_ACCA